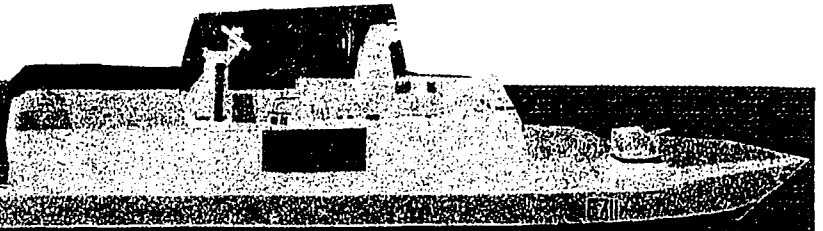
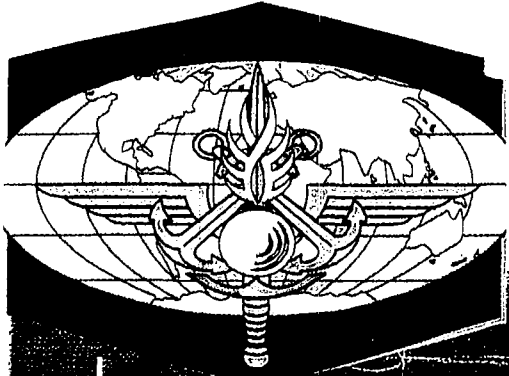


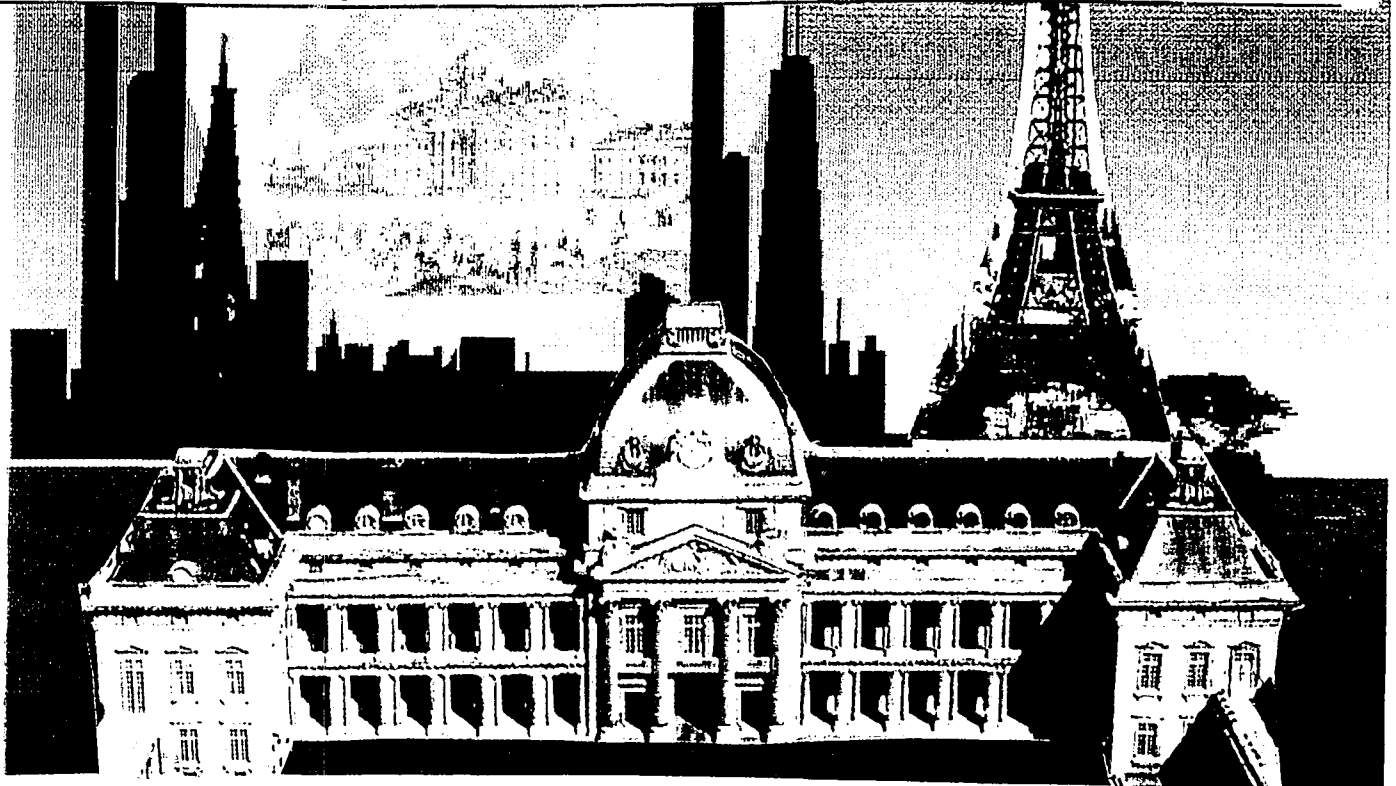
1998.3.1



MEMOIRE DE STRATEGIE

GOO

STRATEGIE EVOLUTIVE DE L'IMPERIALISME DANS LE MONDE



LCL ESCALERA COBIAN

A3

1997-1998

MEMOIRE DE STRATEGIE

STRATEGIE EVOLUTIVE DE L'IMPERIALISME
DANS LE MONDE

LCL ESCALERA COBIAN

SOMMAIRE

I - INTRODUCTION.

II - L'EXPANSION IMPERIALE.

A - L'« expansion de l'Angleterre »

B - La « colonisation moderne ».

III - L'IMPERIALISME CONTEMPORAIN.

IV - L'APRES GUERRE-FROIDE : POLITIQUES DE PUISSANCE OU CONTRAT SOCIAL INTERNATIONAL?

V - CONCLUSION.

I - INTRODUCTION

L'impérialisme est le comportement d'un Etat qui tend à imposer sa souveraineté à d'autres Etats ou territoires : il reflète cette « faim de territoires » que partagent, à travers les siècles, tant d'entités politiques souveraines. Il révèle une tension interne, une aspiration à l'expansion au sein de l'Etat conquérant, de sa classe dirigeante ou de l'ensemble de son corps social. Il apparut longtemps comme une ambition légitime, au milieu de la mêlée des souverainetés, des rivalités de puissance, de l'affrontement des nationalismes qui constituaient la substance de la vie internationale. Dans une société internationale sans normes juridiques contraignantes, réduite à l'état de jungle, l'accroissement de la puissance devenait l'objectif inéluctable des Etats.

Par extension, l'impérialisme est la doctrine des partisans de l'expansion territoriale de telle ou telle puissance. Le terme est relativement récent. En 1832, en France, l'impérialisme est le courant politique favorable au régime instauré par Napoléon Ier, le courant des « nostalgiques » du Premier Empire, par opposition au royalisme et aux tenants d'un régime républicain. En 1878, l'impérialisme est une politique d'expansion coloniale, mais encore circonscrite au cadre britannique : en 1900, Barrès reprend le mot anglais « imperialism » et s'adresse au seul Empire britannique .

Un véritable « crédo impérialiste » apparaît, alors, dans plusieurs Etats d'Europe - crédo qui naît après l'établissement d'un empire. Au demeurant, la connotation de l'allégeance à un empire a longtemps été favorable. Rome a inventé le concept d'empire, non la réalité impériale, puisque la domination sur d'autres peuples était la règle à l'époque des despotismes égyptien, babylonien, hindou ou autres... Cicéron a célébré l'*imperium populi romani* qui est, à l'origine, le pouvoir légal d'appliquer la loi.

Les empires de Byzance et de l'islam se partagent l'héritage romain à l'Est. En occident, l'Eglise se fait l'intercesseur entre l'*imperium romanum* et le Saint-Empire romain germanique de l'Europe du Moyen Age.

Connotation longtemps favorable des « impérialismes » avant la lettre : les empires ottoman, des Habsbourg, des Romanov chanteront - avant l'Empire britannique - leur propre gloire... Surtout, fascination du concept d'empire : l'émergence de l'Etat national en Europe aura pour conséquence la nationalisation et le sécularisation du terme d'empire.

Au XIXe siècle, la mystique impérialiste transcende le nationalisme : l'Etat national ne semble pas pouvoir contenir les forces déclenchées par la révolution industrielle ; la conquête de territoires, au delà des mers pour la Grande-Bretagne et la France. La « mission civilisatrice » de l'homme blanc se superpose aux intérêts économiques de l'impérialisme moderne et, avant lui du mercantilisme. L'adhésion populaire, sur le long terme est forte ; elle ne permet pas de ramener le phénomène impérialiste à une simple conjuration pour l'enrichissement des monopoles .

Au XXe siècle, le terme d'impérialisme a pris une connotation péjorative. Surtout, il s'est imprégné d'une profonde ambiguïté : loin de se cristalliser en une projection directe de souveraineté, il devient le rapport, moins visible, plus flou, entre le pouvoir de contrôler et ceux qui le subissent, le mode de relation entre une puissance dominante et les peuples sous sa tutelle, même indirecte. Tout rapport de domination est qualifié d'impérialisme - une schématisation, souvent manichéenne, qui correspond à des engagements politiques, à des choix polémiques -.

II - L'EXPANSION IMPERIALE

A. - l' expansion de l'Angleterre

La déclaration d'indépendance des Etats-Unis, le 4 juillet 1776, avait rompu le lien entre les « treize colonies » et la métropole anglaise et signifié la fin du Premier Empire britannique. Dès lors, un certain pessimisme avait imprégné l'opinion publique britannique. Pourquoi contribuer au développement des colonies si elles doivent, devenues adultes, se séparer de la mère-patrie? Quel intérêt présentent-elles le jour où le monopole colonial et les Actes de navigation, qui garantissaient un marché aux « manufacturiers » britanniques, n'existent plus?

En 1839, lord Durham - un « radical » qui avait combattu en faveur de « Reform Bill », la grande réforme électorale de 1832, et de la suppression des « bourgs pourris », avant d'être envoyé au Canada, muni des pleins pouvoirs - préconise, dans le fameux rapport qui porte son nom, l'introduction du régime parlementaire dans les colonies. Doté d'un « gouvernement responsable », le Canada revendique, après 1848, comme « affaires locales », les « affaires impériales » réservées, par le rapport Durham, à la compétence du gouvernement de Londres ; la Nouvelle-Zélande et les colonies australiennes l'imitent... Dans le même temps - depuis 1846 et l'abolition des droits sur les blés - l'Angleterre était devenue libre-échangiste ; l'Europe, à la suite de Napoléon III et à l'exemple du traité franco-anglais de 1860, semblait devoir prendre la même voie. Or les colonies à *self-government* décident de s'affirmer protectionnistes! Le Canadien Galt fait triompher l'idée du libre établissement de tarifs douaniers. Cobden et les radicaux libre-échangistes, naguère au premier rang des « réformateurs coloniaux », sont indignés : ces colonies qui coûtent si cher - car la métropole continue d'assumer le fardeau de leur défense intérieure et extérieure - se replient sur un protectionnisme démodé!

Un professeur d'histoire à Oxford, Goldwin Smith, publie, en 1862-1863, une série de chroniques retentissantes sur l' Empire, dans le *Daily News* : il entend démontrer que le lien colonial n'a plus de raison d'être. Les colonies du fait de leur sujétion nominale à la Couronne britannique, se comportent en irresponsables ; elles « deviennent démocratiques jusqu'à l'extravagance ». Au demeurant, l'intérêt d'une colonie comme le Canada n'est-il pas de se fondre dans les Etats-Unis, au lieu de s'obstiner à constituer une nation artificielle? Quant à la métropole britannique, elle reste arc-boutée sur l'idée que l' extension du territoire signifie « extension de puissance » : cette conception est surannée, depuis que la liberté de commerce s'est substituée à l'ancien monopole colonial. L'Empire est devenu un marché de dupes : « Nous sommes des empereurs sans revenus et sans pouvoirs ». Et les hommes politiques, même s'ils ne le proclament pas ouvertement, partagent le scepticisme et les lassitudes de Goldwin Smith. Le chef du gouvernement, le libéral Gladstone, semble résigné : l'essentiel est que la séparation de la métropole et des colonies ne se fasse plus par la force, dans un fossé de haines ; la politique coloniale anglaise doit garantir une « séparation amiable ». Le chef de file tory, Disraeli, semble, en 1852, gagné par l'amertume : « Ces maudites colonies seront toutes indépendantes dans peu d'années, elles sont une meule de moulin à notre cou. » Quatorze ans plus tard, il interroge lord Derby : « A quoi servent ces poids morts coloniaux que nous ne gouvernons pas? » Pourquoi, insiste t-il, maintenir une armée au Canada, « un pays qui ne nous permet même pas de le gouverner? »

A partir de 1870, un retournement s'opère : c'est le réveil de la « foi impériale » ; les partisans de la « petite Angleterre » semblent soudain minoritaires - ils seront stigmatisés par Kipling : « Ils connaissent bien peu l'Angleterre ceux qui ne connaissent que l'Angleterre. L'esprit du grand Empire leur échappe. »

B. - la « colonisation moderne »

En France, l'évolution de l'esprit public est parallèle à celle de l'Angleterre. Raoul Girardet a montré, dans son *idée coloniale en France*, la rétraction de l'opinion, l'indifférence de la grande majorité des Français à la fin du Second Empire : « Nos colonies, s'affligent quand on en parle ! », lance Flaubert dans le *Dictionnaire des idées reçues*. Comme en Angleterre, les économistes libéraux condamnent fermement les conquêtes coloniales. Frédéric Bastiat, traducteur de Cobden, et surtout Jean-Baptiste Say, dans son *traité d'économie politique*, veulent démontrer que le domaine colonial ne profite qu'à une petite minorité de colons et de fonctionnaires et qu'il est une lourde charge pour la métropole, une véritable entrave à son développement industriel : « Il est impossible - écrit Jean-Baptiste Say - que les peuples d'Europe ne comprennent pas bientôt combien les colonies sont à leur charge. Ils supportent... une partie de l'entretien de leurs établissements publics, et notamment de leurs fortifications ; ils tiennent sur pied pour leur conservation une marine dispendieuse. » Et Say de conclure : « Les vraies colonies d'un peuple commerçant, ce sont les peuples indépendants de toutes les parties du monde. » L'argumentation libérale semble renforcée par l'absence d'un « grand dessein colonial » au plan gouvernemental : sous la Restauration, comme sous la monarchie de Juillet et sous le Second Empire, seul l'engrenage des circonstances joue un rôle décisif - « l'impossibilité de revenir en arrière, d'abandonner les positions conquises, la nécessité de nouvelles extensions pour protéger, garantir et consolider ce qui avait été précédemment acquis... » (Raoul Girardet).

Suivent les premiers feux d'une pratique puis d'une doctrine militante de la colonisation. Le saint-simonisme, cette religion du progrès technique, cette conviction que la science éliminera tous les obstacles à la mise en valeur des pays neufs : Ferdinand de Lesseps inaugure, le 17 novembre 1869, le canal de Suez; le khédivé Ismail, brillant héritier d'une lignée de pachas réformateurs, veut faire de l'Egypte le « boulevard de l'Europe »; des projets « à la Lesseps » se multiplient dans les antichambres des ministères parisiens. En 1868, Prévost-Paradol - étranger, lui, au message saint-simonien - lance, dans son manifeste sur *La France nouvelle*, le premier appel retentissant à l'expansion coloniale. Libéral « politique » dans le style de Benjamin Constant, pamphlétaire prestigieux, opposant déterminé à Napoléon III (... auquel il se ralliera, cependant, en juin 1870, en acceptant l'ambassade de France à Washington ; bouleversé par la déclaration de guerre, il se donnera la mort un mois plus tard), Prévost-Paradol s'engage dans une méditation sur la décadence de la France face à la montée de nouvelles puissances, des Etats-Unis à la Prusse : « Quel moyen nous reste-t-il pour ménager dans ce monde ainsi renouvelé autre chose qu'un souvenir honorable ? » La réponse surgit dans les derniers feuillets de *La France nouvelle* : fonder un empire méditerranéen, dont l'Algérie sera le pivot : « L'Afrique ne doit pas être pour nous un comptoir comme l'Inde, ni seulement un camp dans un champ d'exercice pour notre armée, encore moins un champ d'expérience pour nos philanthropes ; c'est une terre française qui doit être le plus tôt possible peuplée, possédée et cultivée par des Français.

III - L'IMPERIALISME CONTEMPORAIN

L'illusion de l'omnipotence à l'ère nucléaire

Pax americana. Dans les années 60, le rêve d'une Amérique impériale grise l'élite politique des Etats-Unis. A l'horizon apocalyptique de l'ultime affrontement flottent encore les ombres d'un monde bipolaire ; mais, dans les jeux internationaux réels, c'est l'hégémonie américaine qui

s'affirme - ampleur des intérêts et des engagements, sens d'une mission universelle -. Leur suprématie aérienne et navale incontestée, leurs soldats présents tout autour du globe, la grande majorité des nations dépendant de leur assistance militaire et économique, les Etats-Unis disposent d'un pouvoir de coercition supérieur à celui de l'Union soviétique ; surtout en attaquant directement un membre de l'autre camp, le Nord -Vietnam, ils ont manifesté leur détermination d'utiliser effectivement leur puissance... sans risque apparent de représailles. Sortis vainqueurs des grandes confrontations de la guerre froide, des crises de Berlin à celle de Cuba, ils ont réussi à consolider les régimes amis, alors que la société des Etats communistes de désagrégeait. Par leur fermeté, mais surtout par les restrictions qu'ils s'imposaient, ils ont préservé le système international de cette instabilité violente qui, malgré l'équilibre nucléaire, le menaçait.

Dans un système véritablement impérial, les relations internationales seraient déterminées hiérarchiquement par la politique de l'empire envers les Etats vassaux : la puissance impériale implique une grande capacité d'action effective. Mais le rapport, très strict depuis les origines, entre la force militaire et les réussites d'une nation s'est brusquement détendu. Le « Supergrand » est comme l'albatros de Baudelaire : il a « des ailes nucléaires de géant qui l'empêchent de marcher ; les déployer, ce serait provoquer l'éclair aveuglant de Hiroshima ». La puissance ne peut plus être utilisée avec succès que pour dénier à l'autre camp la possibilité de réaliser des gains : l'accent est mis sur la « dissuasion ». La productivité positive de la puissance est d'autant plus incertaine que les enjeux ne sont plus les mêmes. Les actions internationales de type traditionnel, tendues vers le contrôle des événements, l'influence directe sur les autres, la possession des territoires, de peuples, de ressources naturelles sont vouées à l'échec. La compétition a changé de foyer : dans les chancelleries prévaut désormais l'établissement d'un certain type d'ordre mondial, d'un milieu international favorable ; aux objectifs classiques de « possession » se substituent des objectifs de « milieu », d'autant plus « désintéressés » qu'ils doivent légitimer dans les cas extrêmes - soutien de régimes « authentiques » ou aide à un peuple « en lutte pour sa libération » - un certain emploi de la force. Les moyens sont également affectés : la conquête ouverte, l'utilisation de la pure coercition font place à la subversion, voire aux techniques non violentes de pénétration, de l'assistance culturelle au contrôle des leaders ou de formations politiques. Pour les Etats-Unis - comme pour leur principal rival - c'est l'ère de l'impuissance relative et d'une certaine frustration : une véritable percée stratégique est exclue. Seule subsiste la « psychologie de la puissance », avec son cortège de signaux, de messages, de communications symboliques : les différents acteurs jouissent d'une mobilité tactique paradoxalement accrue, qui tourne parfois à l'agitation frénétique sur le devant de la scène internationale.

Les contraintes qui s'exercent sur la politique étrangère américaine ne sont pas seulement internationales. Les idéaux et les méthodes de la nation américaine, produits de sa culture, de ses croyances, de ses réflexes, le « style national » des Etats-Unis, imprègnent tous les responsables de l'Union, façonnent leur perception du monde extérieur et restreignent d'autant le champ du choix diplomatique. Son passé impose aux Etats-Unis une séparation morale du reste du monde - et d'abord de cette Europe-piège jadis désertée par les fondateurs de la nation. Les Etats-Unis ont pu passer de l'isolement à la direction du monde : le legs washingtonien de réprobation et de méfiance a survécu - même lorsqu'il se nuancait de compassion. Un monde machiavélique, nostalgique des politiques de puissance qui l'enfiévrerait naguère, ne peut qu'exaspérer une société nourrie de libéralisme lockien, débordante de foi dans le progrès et l'harmonie finale à atteindre, une société qui voudrait projeter à l'extérieur - surtout sur une Europe fragmentée par les nationalistes - les recettes de l'histoire américaine : structure politique fédérale et vaste marché commercial. Les modes de pensée et d'action américains sont donc fondés sur une rationalisation de l'expérience des Etats-Unis : selon

l'excellente formule du sociologue Max Lerner, « les idoles adorées par les américains sont...les idoles de leur propre culture transposées sur la scène du monde ». Mais l'expérience est-elle toujours transposable? Séduisants, les principes américains peuvent se révéler trompeurs : l'impératif de l'autodétermination néglige les droits de l'individu et ceux de la collectivité et ignore les différends possibles sur la substance et les contours d'une identité nationale ; l'impératif de l'évolution pacifique, s'il conduit à l'évidente condamnation de l'agression, est difficilement applicable en un temps de conflits internes et de régimes chancelants. Le « contrat social » américain peut-il être réellement étendu à la scène internationale? Dans sa lettre de mars 1966 au général de Gaulle, le président Johnson assimilait le traité de l'Atlantique nord à la constitution américaine... L'extrême simplification des réalités internationales par le biais de formules manichéistes ou d'analogies hâtives fausse l'analyse et ossifie la démarche diplomatique des Etats-Unis : le symbole de la politique américaine, n'est-ce pas, selon Stanley Hoffman, l'oscillation de Woodrow Wilson - entre un quietisme et un activisme - nés tous deux du même souci messianique de la pureté du message des Etats-Unis? Le « syndrome de Wilson » confirme la difficulté d'une coopération véritable des Etats-Unis avec le reste du monde. Champions élus d'un futur âge d'or international, fortement imprégnés de juridisme, avides de certitude, les gouvernements américains sont trop conscients de la qualité de l'évangile à répandre - universalisme, égalitarisme, règne du droit - pour voir que leur zèle missionnaire sert parfois, opportunément, leurs propres intérêts particuliers.

La fragilité de la politique étrangère américaine a enfin, des causes institutionnelles. Sans doute les contradictions sont-elles fréquentes entre les exigences de la diplomatie et celles de la politique intérieure mais, dans le cas des Etats-Unis, c'est d'une chaîne de contradictions qu'il s'agit. Le président n'est-il pas obsédé par l'opinion publique? Le soutien populaire sera souvent, il est vrai, le meilleur moyen pour le « maître Jacques » de la Maison Blanche de subjuguier un congrès rétif à ses initiatives législatives. Mais le chef de l'Exécutif, à trop vouloir apparaître comme le mandataire du peuple, cours le risque d'être aliéné au corps électoral et de sacrifier à l'humeur du public l'élaboration de sa politique étrangère.

IV - L'APRES-GUERRE FROIDE : politiques de puissance ou contrat social international?

Du système de Yalta à l'après-guerre froide, la même question reste posée : quelle part faire aux démarches unilatérales, aux politiques de puissance, aux ambitions étatiques, dans une société internationale qui semble s'éloigner de l'état de jungle, et prendre conscience - au moins au plan du discours - de la nécessité d'une sorte de contrat social international?

Dans son *1984*, George Orwell nous présentait un monde divisé en trois super-Etats. De l'absorption de l'Europe occidentale par l'Union soviétique est née l'Eurasia. L'Océania regroupe les Amériques, la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Afrique du Sud. L'Estasia n'a émergé que plus lentement comme unité distincte, avec, en son centre, la Chine et le Japon. Trois superpuissances totalitaires, qui s'affrontent au fil de fréquents retournements d'alliances, la coalition existante toujours susceptible d'être rompue au profit de l'ennemi de la veille. Dans cette société internationale bloquée et centralisée, les retournements ne sont rendus possibles que grâce au contrôle, au rajustement, à la falsification du passé.

Bien entendu, lorsqu'il écrivait, en 1948, ce chef-d'oeuvre de politique fiction que demeure *1984*, George Orwell ne jouait pas les prophètes : il lançait une mise en garde... Les rendez-vous avec l'Histoire sont néanmoins toujours audacieux : dès 1985, le système international

prenait un tour bien différent de celui que craignait Orwell : l'accession de Mikhaïl Gorbatchev au secrétariat général du parti communiste soviétique, puis la diffusion des mots d'ordre de « perestroïka » et de « glasnost », exprimaient une prise de conscience de l'interdépendance globale et d'une volonté de recherche de coopération et du consensus dans la conduite des relations internationales. La nouvelle pensée représente une révision décisive des dogmes léninistes de 1917 : la vision de la primauté du rapport de forces dans les relations entre l'impérialisme et le monde socialiste, et la conception même d'une division entre ces deux mondes, sont rejetées. Le système international redevient homogène. La « désidéologisation des relations internationales » triomphe - et avec elle, la conviction de l'existence d'une « politique mondiale » - d'une « politique intérieure du village planétaire », et de la nécessité de la reconnaissance d'un ensemble de normes internationales communes.

En deçà de cet idéal partagé, la guerre du Golfe éclaire, en 1991, les nouveaux rapports de force. La perspective léniniste d'un étranglement de l'Occident, grâce à l'alliance des Etats islamo-pétroliers, s'efface devant la crainte d'un « soulèvement de l'Islam » qui ne se limiterait pas aux démocraties occidentales. Du même coup, le fonctionnement de la société internationale est radicalement transformé, comme le montre la mobilisation de la communauté internationale contre l'agresseur irakien. Puisque les principales puissances adhèrent à un ensemble de règles du jeu interétatique, à un code de comportement, l'Etat perturbateur est isolé ; il ne peut plus compter sur l'appui presque automatique de l'un des Supergrands. Le « trouble-fête » peut être ramené dans le rang ; la défaite de l'Irak signifie, après les blocages de l'ère nucléaire, un certain retour au « jeu de l'équilibre », aux mécanismes du type « concert européen » du XIXe siècle, souhaité naguère par l'administration Nixon-Kissinger...

Le 4 décembre 1989, à Moscou, les représentants des Etats membres du pacte de Varsovie ont condamné l'intervention d'août 1968 en Tchécoslovaquie - « une ingérence dans les affaires internes de la Tchécoslovaquie souveraine » - et mis à mort la fameuse doctrine Brejnev dite de la souveraineté limitée ; le 25 février 1991, le comité politique consultatif du pacte ratifie la proposition de Mikhaïl Gorbatchev de dissoudre, au 31 mars suivant, les structures militaires communes ; le 1er juillet, un protocole met fin au pacte, qui avait été signé à Varsovie, le 14 mai 1955... Ainsi prend fin - au lendemain des révolutions de 1989 en Europe de l'Est et de la réunification de l'Allemagne - l'Empire idéologique, économique et politico-militaire que Staline avait construit à partir de 1945, par-delà les souverainetés formelles des démocraties populaires. Bien plus, le 25 décembre 1991, le démantèlement de l'URSS - qui sanctionne le « putsch manqué » du 19 août 1991 - met fin à l'Empire « classique », avec projection de souveraineté, que Lénine et ses héritiers avaient bâti, malgré leurs proclamations sur les « traités inégaux », à partir des possessions de l'ancien Empire tsariste.

Samuel Huntington parie, dans son article de *foreign affairs* (juillet 1993) sur de nouvelles ruptures et fragmentations - un véritable « choc des civilisations ». L'Occident apparaît comme une nouvelle citadelle assiégée. Les lignes de fracture avec des civilisations différentes - Islam, Orthodoxie, chrétienté, monde confucéen - deviennent autant de « lignes de front » : les « pays frères » sont désormais unis, non par une idéologie commune, mais par la culture ou l'ethnie. Au contraire, Francis Fukuyama, dans une étude sur *La fin de l'histoire*, plus nuancée qu'on ne l'a dit, prévoit, après le triomphe du modèle démocrate-libéral occidental, la fin des grands affrontements historiques et l'entrée dans un monde apaisé. Henry Kissinger, dans son ouvrage testament, - *Diplomacy* - prédit le retour, au moins partiel, à un monde classique d'Etats-nations, au monde « d'avant Sarajevo 1914 », c'est-à-dire à une société internationale au sein de laquelle prévaudrait, une fois refermée la parenthèse idéologique de la guerre froide, la poursuite d'un « intérêt national » mieux défini, mieux compris.

Demi-vérités ou vérités provisoires qu'il est parfois facile de retourner. L'intensité de la « tentation de l'Occident », la vigueur des greffes occidentales ne doivent pas être sous-estimées : l'onde de choc de la démocratie libérale a obtenu nombre de succès sur le chemin d'un monde pacifié du renversement du système communiste à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud et à la réinsertion d'Israël dans le monde proche-oriental. Et le choc des civilisations se réduit, pour l'essentiel, au défi du fondamentalisme : dans ses autres aspects supposés, la « connexion islamo-confucéenne », il relève du fantasme. Les défis concrets auxquels est confronté le nouveau système international sont : l'inconnu des futurs régimes soviétiques et chinois, la prolifération des armes de destruction massive, les tensions de l'arc islamique de Casablanca à Djakarta, l'explosion démographique au Sud et les phénomènes de migration sauvage... Trois échiquiers, trois réseaux de relations s'entrecroisent : les rapports politico-militaires, les rapports économiques (sous le sceau de l'interdépendance) et cette interpénétration culturelle qui met en contact, jusque dans les banlieues d'Europe, Tiers Monde et monde développé. Le croisement des réseaux rend incertains la qualification du nouveau système international et son destin : la logique de l'interdépendance économique est celle du compromis entre intérêts ; elle n'a rien à voir avec l'affrontement entre fondamentalismes opposés. Y a-t-il choc des civilisations, ou tension entre une tendance à la globalisation et, par choc en retour, un mouvement de fragmentation?

Des frustrations et des ambitions apparaissent. Frustrations au Sud : comme le remarque André Drainville dans son étude sur « Ordre mondial et économies périphériques » (*Etudes internationales*, Québec, septembre 1993), la fin de la guerre froide, la proclamation d'un « nouvel ordre mondial » accentuent la marginalisation du Tiers Monde, au surplus profondément divisé, dans le système économique mondial. Un exemple se présente dans la réunion économique internationale de Vancouver, Canada, en novembre 1997, à laquelle ont participé la majorité des pays ; les Etats-Unis et le Japon ont présenté des solutions qui ne bénéficient qu'aux seuls pays industrialisés. Le Mexique est intervenu, au nom des pays en voie de développement, en opposant que ces solutions ne conviennent pas, car l'intention est de « faire des satellites misérables des pays industrialisés. » Au volontarisme des théoriciens de la dépendance est substitué le « discours d'état » sur la discipline rationnelle du marché et la dépolitisation des rapports interétatiques. Ambitions à l'Est : dès le 28 février 1993, Boris Eltsine revendique, pour la Fédération de Russie, le rôle de « gendarme régional » dans l'ancien espace soviétique - c'est la doctrine de l'étranger proche, confirmée par la nouvelle doctrine militaire russe. A Moscou, le politologue Alexeï Arbatov constate un nouveau partage des zones d'influence : « La Russie confinerait ses activités à l'ancienne zone géopolitique de l'URSS, tandis que les Etats-Unis et leurs alliés seraient en charge des affaires mondiales et d'autres affaires régionales. » Le 6 septembre 1994, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, Madeleine Albright, semble ratifier l'analyse d'Arbatov : « Parmi tous les nouveaux Etats indépendants, seule la Russie a les ressources, l'intérêt direct et le leadership nécessaires pour résoudre les problèmes de la région. » Ainsi s'expliquerait la non-ingérence des Occidentaux, dans les conflits de l'ancienne URSS, malgré d'évidentes différences de vision avec la Russie, en particulier sur la définition et les méthodes du « maintien de la paix. »

V - CONCLUSION

Au XXe siècle, le terme d'impérialisme a pris une connotation péjorative. Surtout, il s'est imprégné d'une profonde ambiguïté : loin de se cristalliser en une projection directe de souveraineté, il devient le rapport, moins visible, plus flou, entre le pouvoir de contrôler et ceux qui le subissent, le mode de relation entre une puissance dominante et les peuples sous sa tutelle, même indirecte. Tout rapport de domination est qualifié d'impérialiste, une schématisation, souvent manichéenne, qui correspond à des engagements politiques, à des choix polémiques.

La Voie ouverte à l'Occident est, certes, étroite. Il importe de réinsérer le vaincu d'hier - la Russie, vaincue de la guerre froide, cette guerre mondiale qui n'a pas eu lieu - dans le concert international, de lui redonner une « mise dans le jeu », d'éviter de le réduire au rang d'ennemi virtuel. Le dilemme de l'Occident a été formulé par un rapport de l'Institut Hudson : faut-il préférer un néo-impérialisme russe, autoritaire, antilibéral, qui maintiendrait la stabilité dans le Caucase et en Asie centrale? Ou un retrait russe qui provoquerait le naufrage de ces régions, l'extension du désordre et du chaos? Une troisième voie nous semble imaginable : celle d'une Russie qui serait, à la fois, une démocratie et un « gendarme régional » dans l'étranger proche. Après tout, comme le constate Hélène Carrère d'Encausse, l'opinion russe se reconnaît dans une Russie forte et respectée, mais ne rêve ni d'empire, ni de puissance démesurée.

La tendance à long terme du système international nous semble être l'entrée dans une « société civile » internationale. Mais, même dans le cadre d'un véritable contrat social international, les préoccupations de « physique politique » ne peuvent totalement disparaître : la poursuite du prestige politique ou d'ambitions économiques subsisteront, à défaut de l'expansion territoriale. La mondialisation des problèmes, l'apparition d'une relation intérieure au monde n'expriment pas le dépérissement des contradictions et des conflits, mais seulement des changements de nature ou de site ; le rapport ami-ennemi de la jungle interétatique fait place au rapport adversaire-partenaire de la société internationale en voie d'unification ; les modernes nations de proie poursuivent, par des méthodes en partie renouvelées, leurs politiques de puissance.

BIBLIOGRAPHIE

- Samuel Huntington..... « Foreign affairs ».

- André Drainville.....« Ordre mondial ».

- Henry Kissinger.....ouvrage-testament « Diplomacy ».

- Histoire universelle contemporaine..... « Ecole supérieure de guerre du Mexique ».

- Impressions personnelles suite à la conférence de Mr. Adler sur les «Etats-Unis et l'Amérique latine ».